Déclaration de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, en réponse à des questions sur la situation en Syrie, à l'Assemblée nationale le 14 décembre 2016.

2016-12-14

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Monsieur le Député,

Je vous remercie. Vous venez de décrire - avec beaucoup de tristesse dans votre voix après l'intervention de votre collègue Olivier Faure - la situation dramatique d'Alep et de sa population.

La France n'a cessé de dénoncer, et je l'ai souvent fait ici, la stratégie de la guerre totale dans laquelle le régime de Damas est engagé avec ses soutiens russe et iranien.

J'avais malheureusement mis en garde car je craignais ce qui allait se passer. Je le dis en particulier aux adeptes de la realpolitik qui pensent qu'il suffit de parler avec Bachar al-Assad pour régler le problème. Non. Partout où elle est présente, au conseil de sécurité des Nations unies, ou lors de la réunion ministérielle du groupe des pays «affinitaires» comme samedi dernier où étaient rassemblés les partisans de la négociation - les pays européens, les États-Unis, les pays arabes et aussi la Turquie - la France continuera de se battre pour une solution de paix.

Il y a trois priorités : la première, c'est l'aide humanitaire, le Premier ministre l'a rappelé. Demain au conseil européen, le président de la République et la chancelière Merkel proposeront de confirmer la demande que nous avons faite de couloirs humanitaires et d'observateurs internationaux pour permettre l'évacuation avec l'aide des organisations humanitaires.

La deuxième priorité : c'est de reprendre les négociations politiques à Genève. Si ces négociations, qui sont prévues par le conseil de sécurité des Nations unies, par la résolution 2254, ne redémarrent pas, alors, les Russes, et nous le leur avons dit, prendront la

responsabilité de s'enfermer dans une stratégie similaire à celle que les Russes ont connue en Afghanistan dont ils ne pourront pas sortir, et ils en porteront la responsabilité.

La troisième priorité : c'est de lutter contre le terrorisme car pour nous c'est une priorité de lutter contre Daech, pour protéger les Français et pour protéger les Européens.

C'est une lutte contre le terrorisme, mais vous l'avez vu, c'est aussi une lutte contre l'opposition qui a permis aux djihadistes de Daech de reprendre Palmyre. Tout un symbole.

Merci M. le Président. M. le Député, comment pouvez-vous dire que la France est restée silencieuse ? Vous venez de découvrir, peut-être, le drame d'Alep ? Je ne l'imagine pas un instant. Je connais votre sensibilité. Non. La France n'a cessé de proclamer la même conviction. C'est le refus. Mais, nous ne sommes pas seuls ! Et vous oubliez une étape qu'il est important de rappeler. Il y a eu un tournant en 2013, une ligne rouge a été fixée : si le régime de Bachar al-Assad utilise des armes chimiques contre son peuple, alors la France, avec la Grande-Bretagne et les États-Unis interviendront avec des frappes aériennes ciblées sur des objectifs militaires. Vous savez très bien ce qui s'est passé, une décision a été prise par le parlement britannique et par le président Obama de ne pas le faire. Pensez-vous que la France aurait pu intervenir seule ?

Nous ne l'avons pas fait bien sûr. Mais depuis, les Russes, comme les Iraniens -mais les russes surtout - qui étaient les soutiens politiques de Bachar al-Assad, ne se sont pas contentés du soutien politique ; ils sont intervenus militairement. Et aujourd'hui la Russie est partie belligérante au conflit et soutient ce régime à bout de souffle, dans une logique de guerre totale, dont nous voyons aujourd'hui les conséquences humanitaires que vous venez de rappeler.

Alors aujourd'hui, non, nous ne sommes pas impuissants parce qu'il est possible - cela a été rappelé au conseil de sécurité des Nations-Unies lorsque nous en avons demandé la réunion - pour sauver la population civile qui veut fuir ces ruines et de ces bombardements d'Alep, de mettre en place des couloirs humanitaires avec des observateurs des Nations unies ! Cette décision, nous demandons qu'elle soit prise le plus vite possible, dans les heures qui viennent. Elle sera rappelée demain au conseil européen, je vous l'ai dit il y a quelques instants.

Dernier mot : je tiens à exprimer mon indignation à l'égard de certains parlementaires heureusement minoritaires de l'opposition qui ont envie d'aller fêter Noël à Alep et avec Bachar al-Assad.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 15 décembre 2016

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/201540-declaration-de-m-jean-marc-ayrault-ministre-des-affaires-etrangeres-et